



Union européenne
Politique régionale

fr info regio panorama

12

Décembre 2003

Interview

Wolfgang
Tiefensee,
président
d'Eurocities

En clair

Le Fonds
de solidarité
un an après

Découverte
d'un pays adhérent
La Hongrie

Découverte
d'une région
La Sicile



**Échanger
les bonnes pratiques**



Eurocities plaide pour que les villes se voient confier un rôle central dans la prochaine programmation des Fonds structurels. En quoi les villes

mériteraient-elles une considération particulière?

La question ne se pose pas: l'Europe est le continent le plus urbanisé du monde. Les villes et les régions urbaines abritent la majorité des citoyens, ainsi que toutes sortes d'activités économiques, sociales, culturelles et de loisirs. Les villes ont toujours été des foyers de changement et elles ont un rôle majeur à jouer dans la construction de l'avenir de l'Europe. Alors que beaucoup d'orientations politiques, allant de l'économie à l'environnement, dépendent des tendances globales, c'est souvent au niveau local qu'il revient de concevoir et de faire fonctionner sur le terrain les nouvelles politiques. Donc, quand l'Europe vise la croissance économique, la création d'emplois, le développement durable et la compétitivité, c'est d'abord au niveau local qu'il faut arriver à ces buts. Je suis convaincu que l'Europe n'attendra les objectifs ambitieux de la stratégie de Lisbonne que si les villes et les régions se voient confier un rôle central.

Les consultations ad hoc sur des questions spécifiques ne suffisent pas. Il faut un dialogue permanent et systématique, de façon que les villes et les régions soient pleinement impliquées, tant dans la conception que dans la mise en œuvre des politiques européennes. Il le faut pour pouvoir faire des choix politiques pertinents pour un large éventail de questions telles que les services d'intérêt général, la législation environnementale, l'emploi et l'insertion sociale, et bien sûr les politiques régionales et de cohésion. Si nous voulons faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde tout en maintenant une société solidaire, nous avons besoin de villes fortes, qui puissent s'adapter aux mutations sociales et économiques.

À cet égard, quel doit être selon vous le rôle de l'Union européenne (UE)? Par exemple, l'Europe devrait-elle investir plus dans les infrastructures des zones urbaines?

Oui, absolument. L'accessibilité de nos villes en termes d'axes de transport est évidemment cruciale pour la compétitivité économique de l'Europe. Même chose pour l'accès à des espaces commerciaux et de bureaux qui soient à la fois adaptés et financièrement abordables. Si nous ne pouvons pas leur offrir ce dont elles ont besoin, les entreprises s'en iront trouver leur

bonheur ailleurs. Mais les infrastructures économiques et sociales de nos villes sont également importantes. Les politiques de cohésion ont traditionnellement concentré les ressources sur les quartiers urbains les plus touchés par la pauvreté et le chômage. La régénération des quartiers en difficulté est une priorité majeure quand on voit que les disparités socio-économiques sont souvent plus grandes à l'intérieur d'une même région urbaine qu'entre régions ou qu'entre pays. Mais sans jamais négliger les problèmes sociaux les plus pressants, on doit aussi s'attaquer aux causes de ces problèmes, et essayer d'assurer une prospérité économique à long terme. C'est une des leçons du programme URBAN. Ce dont nous avons besoin, à présent, c'est une approche complémentaire qui valorise les opportunités économiques et les possibilités d'emploi, permettant ainsi de renforcer la capacité des grandes villes à être les moteurs de l'économie européenne.

Il semble peu probable que le futur traité confie aux institutions européennes des compétences spécifiques en matière de politique urbaine...

Je trouve un peu étrange que les villes ne soient mentionnées nulle part dans les traités européens existants, hormis le fait qu'ils portent tous le nom d'une ville — Rome, Maastricht, Amsterdam! Mais

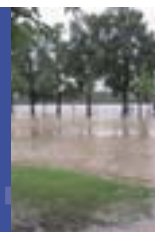
Sommaire

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est disponible dans les onze langues de l'Union européenne sur l'internet (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) et imprimé dans cinq langues (ES, DE, EN, FR, IT) sur du papier recyclé. Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

Crédits photos (pages): Eurocities (2), AEIDL (4, 5), DG REGIO (7), Hungary Tourist Board (9, 10), Prime Minister's Office of the Republic of Hungary (10), Gianpiero Casagni (12, 13), Naisyrittäjän Lähtöruutu (14, 15).

Couverture: L'agence graphique «Bizness Communications» de Liège (Belgique) a bénéficié de l'aide du FEDER.



Un an après la création du FSUE: face aux catastrophes, consolider la solidarité européenne



Transformer en succès régional l'appui européen: l'exemple du Yorkshire et Humber (Royaume-Uni)

cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de place pour une action commune. Le développement harmonieux de l'Union est un objectif clé, ce qui inclut évidemment les villes.

Pour moi, la vraie question est de savoir si les villes et les régions doivent avoir leur mot à dire dans les politiques et les programmes qui peuvent avoir un effet sur leur fonctionnement. Avec la Commission, nous cheminons positivement vers un dialogue systématique qui, espérons-le, finira par impliquer aussi les autres institutions. Nous cherchons également à conclure des accords multilatéraux entre autorités locales, régionales et nationales, ainsi qu'avec la Commission européenne.

Tout cela revient à poser la question des limites du principe de subsidiarité: celui-ci s'arrête-t-il au niveau du gouvernement national ou inclut-il aussi les gouvernements régionaux et locaux? La question a également été soulevée à la conférence du Comité des régions sur l'avenir de la politique de cohésion dont nous avons été les hôtes à Leipzig (*) en mai dernier. Même si le cœur du débat portait sur les Fonds structurels, on n'a pas pu ignorer la question plus large de la contribution possible des villes à la gouvernance européenne. Avec les régions, nous sommes convenus que la recherche de solutions aux problèmes urbains était notre intérêt commun et que les villes devaient être fortement impliquées dans les programmes régionaux. Ce n'est donc pas une affaire de villes contre régions. Au contraire, c'est en travaillant ensemble que nous serons capables d'atteindre nos objectifs communs.

Comment allez-vous convaincre les gouvernements des États membres que l'Union européenne devrait activement soutenir le développement urbain, comme vous venez de l'expliquer?

Jusqu'à maintenant, la fonction principale de la politique de cohésion de

l'Union était de compenser les effets négatifs du marché unique en aidant les régions les moins développées ou en restructuration. À présent, il semble que le débat porte non plus sur des objectifs politiques mais sur des objectifs financiers. Certaines personnalités politiques nationales, notamment, disent que, dans une Union élargie, tout l'argent doit aller vers les États membres les plus pauvres et, dès lors, que la politique régionale est l'affaire des gouvernements nationaux. À Eurocities, nous sommes fortement opposés à une telle renationalisation de la politique régionale qui, pensons-nous, met en péril l'ensemble du projet européen. Pour atteindre nos buts, nous avons besoin d'être soutenus par une politique européenne. Le montant actuel de 0,45 % du PIB pour les politiques de cohésion est donc un minimum absolu. Moins que cela affaiblirait sensiblement la stratégie de Lisbonne et nuirait à la compétitivité et à la cohésion de l'économie européenne.

Tel est le message que nous adressons aux institutions européennes, ainsi qu'à nos propres gouvernements nationaux. La réussite de nos efforts dépendra de notre force de proposition. Le commissaire Barnier est très engagé dans la mise au point d'une vraie politique de cohésion, dans laquelle les villes joueront un rôle central. Nous pouvons aussi compter sur le soutien des membres du Parlement européen. Beaucoup d'entre eux visitent régulièrement nos villes et ces contacts ne feront qu'augmenter d'ici aux élections de juin 2004. On assiste à une prise de conscience croissante du besoin de développer des liens entre l'Union européenne, les villes et les régions. Cela nous aidera à atteindre notre but commun: rapprocher l'Europe des citoyens.

(*) Wolfgang Tiefensee est aussi maire de Leipzig (Allemagne).

Eurocities: les villes à l'ordre du jour

Fondé en 1986 et réunissant les autorités locales de quelque 120 villes dans 31 pays européens, Eurocities cherche à renforcer le rôle des villes européennes, notamment en matière de conception et de mise en œuvre des politiques.

Le réseau des grandes villes européennes a comme principales activités:

- la mise en réseau — partager et améliorer les connaissances, soutenir la coopération entre villes;
- le «lobbying» — élaborer et orienter les politiques, entretenir le dialogue avec les institutions de l'Union européenne;
- la sensibilisation — à travers les médias notamment, attirer l'attention du public sur des questions clés touchant la ville.

À travers ses comités thématiques, groupes de travail et réseaux affiliés, Eurocities travaille sur une vaste gamme d'enjeux politiques importants pour les villes, notamment la culture et les loisirs, le développement économique, l'environnement, la gouvernance, les nouvelles technologies, les services publics, le bien-être social et les transports urbains.

Contact:

Eurocities
Square de Meeûs 18
B-1050 Bruxelles
Tél. (32-2) 552 08 85
Fax (32-2) 552 08 89
Internet: <http://www.eurocities.org>



9



La Hongrie: en avant toute! — Questions à M. Endre Juhász, ministre hongrois des affaires européennes

12



La Sicile: périphérie et déséquilibres

14



Points de départ pour femmes entrepreneurs

Un an après la création du FSUE

Face aux catastrophes, consolider la solidarité européenne

En un an d'existence du Fonds de solidarité, plus de 800 millions d'euros ont été consacrés à des aides immédiates. Au-delà de celles-ci, un défi pour l'avenir: mieux coordonner la solidarité européenne et mettre l'accent sur la prévention.

Voici un an qu'a été créé, sur proposition de la Commission européenne, à la suite des inondations dévastatrices d'août 2002 dans les pays d'Europe centrale, un nouvel instrument financier européen: le Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE). L'été 2003, marqué par une canicule exceptionnelle et ses conséquences plus particulièrement dramatiques pour les régions méditerranéennes

subjectes aux sécheresses et aux feux de forêt, a confirmé l'importance d'une organisation efficace de la solidarité européenne face aux catastrophes majeures.

Pour ne citer que les chiffres relatifs au Portugal, les récents incendies ont dévasté dans ce pays une superficie de plus de 350 000 ha dont près de 300 000 ha de forêt (6 % de la forêt portugaise) et 25 000 ha de terres

agricoles, coûté la vie à 18 personnes et privé environ 45 000 autres de leurs biens ou de leur source de revenu. Sans compter — au Portugal comme dans d'autres régions du Sud — les répercussions humaines, sociales, économiques et environnementales à long terme, entraînées notamment par le fait que la surface ravagée chaque année est beaucoup plus vaste que celle qui est reboisée.



Août 2002: l'Elbe en crue à Dresde (Allemagne).

Une lacune comblée

Le règlement du FSUE ⁽¹⁾ prévoit que les États membres et les pays en voie d'adhésion peuvent demander une aide de ce Fonds en cas de «catastrophe majeure» (considérée comme telle en fonction des coûts estimés des dégâts: plus de 3 milliards d'euros ou de 0,6 % du revenu national brut). Une région peut, par ailleurs, obtenir une aide exceptionnelle lorsqu'une catastrophe affecte la majeure partie de sa population et entraîne des effets graves et durables sur sa stabilité économique et sur les conditions de vie. Le budget annuel disponible du FSUE est fixé à 1 milliard d'euros, dont seulement 75 millions peuvent être utilisés pour les catastrophes régionales exceptionnelles.

Il importe de souligner que le FSUE n'a pas été institué pour faire face à l'ensemble des dépenses liées aux catastrophes. Ainsi, les dommages privés sont exclus de l'intervention du FSUE. Les actions à long terme — reconstruction durable, redéploiement économique, prévention — peuvent quant à elles bénéficier d'interventions à d'autres niveaux (voir encadré). Il s'agissait plutôt d'apporter de façon rapide, efficace et souple une aide financière de première urgence pour des actions comme l'hébergement temporaire ou la réparation provisoire des infrastructures indispensables de la vie quotidienne. Il n'existait pas en effet de fonds européen à même de jouer ce rôle dans un domaine — la protection civile — qui est de la compétence des États membres.

2002-2003: les jalons de la solidarité

À ce jour (*Ndlr*: 15 octobre 2003), le Fonds de solidarité a été sollicité pour soutenir huit interventions dans sept pays. Les quatre premières font suite aux inondations de 2002:

- Allemagne (Länder de Saxe, Saxe-Anhalt, Bavière, Brandebourg,

Mecklembourg - Poméranie-Occidentale, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein, Thuringe): 444 millions d'euros;

- Autriche (Länder de Styrie, Basse-Autriche, Vorarlberg, Vienne, Haute-Autriche, Tyrol, Salzbourg): 134 millions d'euros;
- République tchèque: 129 millions d'euros;
- France (département du Gard): 21 millions d'euros.

Concrètement, ces aides ont servi à rembourser les frais occasionnés par un large éventail d'interventions: la remise en état de fonctionnement provisoire de voies de communication (notamment le métro de Prague), d'installations d'approvisionnement en énergie ou en eau, de stations d'épuration, de services téléphoniques ou postaux, d'infrastructures sociales comme des hôpitaux, écoles ou jardins d'enfants, le renforcement de berges, l'organisation de services d'urgence aux populations sinistrées (hébergement, approvisionnement), la protection du patrimoine culturel et le nettoyage des zones sinistrées.

Les autres interventions du Fonds de solidarité décidées à ce jour bénéficient aux trois pays suivants:

- Espagne (Galice, Asturies, Cantabrique, Pays basque), à la suite de la catastrophe du *Prestige*: 8,6 millions d'euros;
- Italie: 30,8 millions d'euros pour les conséquences d'une série de tremblements de terre (Molise et Pouilles) et 16,8 millions d'euros pour celles de l'éruption de l'Etna (Sicile), soit un total de 47,6 millions d'euros;
- Portugal: pour faire face aux incendies sans précédent qui ont ravagé ce pays en été 2003, la Commission a accordé une aide de 48,5 millions d'euros.

En Espagne, il s'est agi de rembourser le coût des opérations de nettoyage menées en urgence dans les zones côtières touchées par la marée noire. En Italie, l'aide du FSUE a concerné principalement les mesures d'hébergement provisoire des populations, la remise en fonction immédiate des infrastructures publiques endommagées, la consolidation des infrastructures préventives, la préservation du patrimoine et le nettoyage. Les mêmes catégories de dépenses seront remboursées au Portugal et incluront les réparations les plus urgentes dans des secteurs comme l'énergie,



⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil, JO L 311 du 11.11.2002.

D'autres niveaux d'intervention

Outre l'aide financière immédiate apportée par le FSUE, la lutte contre les catastrophes peut être organisée à différents niveaux (la liste ci-dessous n'est pas exhaustive):

- Les programmes de développement régional cofinancés par les **Fonds structurels**. Les États membres peuvent modifier les priorités des programmes et la répartition du budget au cours de la mise en œuvre. De nouvelles mesures peuvent être établies pour reconstruire les infrastructures et soutenir les investissements productifs, la formation et l'emploi. C'est ainsi que le Portugal prévoit la réaffectation de 182 millions d'euros.
- Les programmes de **développement rural**. Ils comportent des mesures en faveur, par exemple, de la prévention des feux de forêt, de la reconstitution des zones forestières et de la restauration du potentiel agricole. Ces mesures peuvent être renforcées.
- La **politique agricole commune**. Diverses dérogations sont possibles, telles que l'autorisation d'utiliser des terres en jachère pour nourrir les animaux.
- Le **Centre de contrôle et d'information pour la protection civile** de la Commission européenne. Il assure depuis janvier 2002 un service d'alerte 24 heures sur 24, déclenché à la demande d'un pays sinistré pour faciliter l'assistance d'autres États membres (envoi de bombardiers d'eau, par exemple).
- Les **aides d'État**. Elles peuvent être autorisées pour compenser les dégâts matériels, ainsi que les effets indirects clairement liés aux catastrophes.
- L'**information géographique**. Elle constitue un élément clé de la prévention et de la gestion des risques. Dans le domaine forestier, par exemple, la Commission a mis sur pied le système EFFIS — European Forest Fire Information System —, qui joue un rôle quotidien de soutien aux services forestiers et de protection civile dans les États membres.

les transports, les télécommunications, l'eau, la santé et l'enseignement.

Au total, en un an d'existence du Fonds, c'est un montant de quelque 833 millions d'euros qui aura été affecté à des aides décidées dans des délais extrêmement courts. Un effort justifié non seulement par des considérations humaines mais aussi par le fait que, en 2003 comme en 2002, ce n'est pas un pays ou une région isolément mais bien l'Union entière qui a été touchée par l'ampleur des dégâts de l'«été meurtrier».

Et demain? Deux maîtres mots: prévention, coordination

Mais, au-delà des secours d'urgence, il s'agit aussi de pouvoir faire face à la répétition prévisible de catastrophes liées aux effets environnementaux négatifs des activités humaines, et notamment à l'accélération du

changement climatique. Comme l'a souligné le commissaire Michel Barnier, réparer coûte plus cher que prévenir, d'autant plus que les efforts considérables consacrés au développement d'une région peuvent être réduits à néant en cas de catastrophe. L'importance de la prévention doit être prise en compte lors de la révision à mi-parcours des programmes 2000-2006 des Fonds structurels.

Quant à l'après-2006, Michel Barnier a exprimé sa volonté que «chaque programme des Fonds structurels comprenne une ligne "prévention des risques naturels"». Il a par ailleurs plaidé pour la création, au-delà du FSUE et des divers dispositifs actuels, d'une véritable force européenne de protection civile, coordonnée à l'échelle intergouvernementale.

Face aux conséquences de l'été caniculaire de 2003, le Parlement

européen a appelé les États membres et la Commission à renforcer et à coordonner leurs initiatives en faveur d'une solidarité européenne efficace. Le Comité des régions s'est également prononcé en ce sens et a proposé la création d'un nouvel instrument communautaire, indépendant des objectifs des Fonds structurels, assurant non seulement l'aide urgente mais aussi les mesures à long terme, dans un cadre politique et réglementaire clair et sûr ⁽²⁾. Enfin, le projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe reflète lui aussi le souci de solidarité européenne: il comporte une «clause de solidarité» selon laquelle l'Union met en œuvre «tous les instruments à sa disposition» pour porter assistance à un État membre en cas de catastrophe.

⁽²⁾ Communiqué du Comité des régions:
http://www.cor.eu.int/fr/prss/cprss2003/cor_03_07066.html.

Séminaire «Régions compétitives — Susciter les meilleures pratiques» Transformer en succès régional l'appui européen: l'exemple du Yorkshire et Humber (Royaume-Uni)

L'échange de bonnes pratiques dans le cadre des programmes des objectifs n° 1 et n° 2 a fait l'objet d'une importante conférence européenne qui s'est déroulée à Sheffield (Angleterre) les 9 et 10 octobre 2003.

Quelque 150 acteurs du développement régional en provenance de toute l'Union ont convergé vers la capitale britannique de l'acier pour participer au séminaire «Régions compétitives — Susciter les meilleures pratiques» organisé par l'autorité de gestion du programme de l'objectif n° 1 du sud du Yorkshire, la Commission européenne et le bureau du vice-Premier ministre du Royaume-Uni.

Ces deux journées ont notamment permis de découvrir divers projets réussis des objectifs n° 1 et n° 2, mis en œuvre au Danemark, en Allemagne, en France, en Irlande, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni, dans des domaines comme l'appui aux entreprises, la société de l'information, la recherche et le développement technologique ou les transferts d'innovation (voir encadré).

E-learning

Qu'un séminaire sur les bonnes pratiques se tienne dans le sud du Yorkshire n'est pas surprenant: classée objectif n° 1 pour la période 2000-2006, cette région met en œuvre des programmes de développement parmi les plus innovants de l'Union. C'est notamment le cas du «South Yorkshire e-learning Project», qui est le projet d'enseignement à distance le plus important d'Europe et le plus gros investissement de l'objectif n° 1 dans le sud du Yorkshire. C'est aussi la première fois que des fonds de l'objectif n° 1 sont utilisés dans le domaine de la formation à distance. S'inscrivant dans le cadre d'un investissement de



371 millions d'euros destiné à la formation et à l'acquisition de compétences au sein de l'UE, le projet devrait faire de la région le leader national et international du développement des ressources pédagogiques numériques.

Avant l'arrivée des Fonds structurels, le sud du Yorkshire était, de longue date, une région en déclin. À la suite de l'effondrement des activités industrielles traditionnelles (charbonnages, sidérurgie, ingénierie), le PIB régional entre 1979 et 1995 a diminué constamment par rapport à la moyenne communautaire. Cette détérioration économique s'est traduite par une baisse démographique, un chômage élevé et un bas niveau d'instruction et de qualification.

Pour s'attaquer aux problèmes liés aux carences de scolarité, le sud du Yorkshire a consacré environ 36 millions d'euros au programme «Pathways to Success» («Sentiers de la réussite»). Il s'agit d'augmenter les niveaux d'instruction pour fournir aux entreprises locales une main-d'œuvre plus qualifiée. Le programme est destiné à tous les élèves de 13 à 16 ans, des plus doués à ceux qui risquent de quitter l'école sans qualification.

Joker pour un jockey

Le jeune David Hunt a bénéficié de cette procédure. Il y a deux ans, il était sur le point d'être renvoyé de l'école et exclu complètement du système scolaire. Il séchait souvent les cours, sans toutefois vouloir aller sur le



marché du travail. Convaincu que le monde entier était contre lui, il voyait encore moins comment son école de Barnsley pourrait l'aider à réaliser son rêve: devenir jockey professionnel.

En 2001, l'école l'a inscrit dans un cursus scolaire alternatif qui bénéficiait déjà de l'appui des «Sentiers de la réussite». Les enseignants avaient mis au point un programme d'enseignement élargi à des initiatives extrascolaires. Pour David, ce fut un parcours d'insertion comprenant trois jours par semaine d'apprentissage au centre d'équitation pour handicapés de Barnsley, ce qui a contribué à lui donner confiance en lui. Pour la première fois de sa vie, il faisait quelque chose qui lui plaisait: travailler avec les chevaux. Ce fut aussi le début d'une réconciliation avec le système éducatif. Quand il a quitté l'école, David a réussi cinq examens et obtenu un diplôme en gestion d'écurie. Après quelques semaines de travail aux écuries de Doncaster, l'un des principaux centres hippiques du Royaume-Uni, David a été pris comme apprenti jockey par le grand entraîneur Derek Haydn-Jones.

Pour un de ses professeurs, Rob Porter, «ce qui est arrivé à David est une récompense pour tous ceux qui ont travaillé dur avec lui. C'est aussi la preuve que les "Sentiers de la réussite" peuvent avoir un immense effet sur la vie d'un jeune».

Si l'objectif n° 1 ne concerne que le sud du Yorkshire, de vastes zones du Yorkshire et Humber bénéficient d'autres aides structurelles communautaires. Ainsi, Longhill-Link-Up Trust est une organisation paroissiale de développement local de

la région de Hull, dans l'est du Yorkshire. D'un petit groupe initial de bénévoles, cette fondation s'est transformée en une véritable agence de développement qui emploie à présent neuf collaborateurs à temps plein. Mis à part son cybercafé, ses activités ont bénéficié à près de 2 500 jeunes en 2002. Plus récemment, Longhill-Link-Up Trust a réussi à accéder à des aides du FEDER qui lui permettent de réaménager sensiblement ses locaux et d'accompagner les initiatives locales.

Contact:

*Helen May
Yorkshire and Humber European
Office
Avenue de Cortenberg 118
B-1000 Bruxelles
Tél. (32-2) 735 34 08
Fax (32-2) 735 61 24
E-mail: european.office@yorkshire.be*

Yorkshire et Humber

La région du Yorkshire et Humber compte 5 millions d'habitants. La majorité de la population vit dans les centres urbains et industriels du sud et de l'ouest du Yorkshire, ainsi que dans l'estuaire de l'Humber. Il s'agit toutefois d'une région très contrastée qui comprend, à proximité de ces zones urbaines, certaines des plus belles campagnes du Royaume-Uni, en particulier dans le nord du Yorkshire. Pour la période 2000-2006, la région du Yorkshire et Humber dispose d'environ 1,714 milliard d'euros d'aides communautaires.

Transférer les bonnes pratiques

Avec, en toile de fond, l'objectif stratégique des Conseils européens de Lisbonne et de Göteborg (l'Union européenne doit «devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale»), les ateliers du séminaire de Sheffield ont mis en valeur douze projets réussis des objectifs n° 1 et n° 2, répartis en trois thèmes.

Thème «Appui aux PME»

- Le campus **Arvika** (Suède)
- La mesure «**Micro-entreprise**» (Irlande)
- Le **Merseyside Special Investment Fund** (Royaume-Uni)
- Les prêts **Finnvera** pour les PME (Finlande)

Thème «Recherche et développement et transfert de l'innovation»

- Le centre de biotechnologie **Bionord** (Allemagne)
- Le district biotechnologique **GTI** (Royaume-Uni)
- L'**Eislab** (Suède)
- Le parc scientifique **Novi** (Danemark)
- Le projet **Zukunftswettbewerb Ruhrgebiet** (Allemagne)

Thème «Enseignement à distance, commerce électronique, e-gouvernance, e-administration»

- Formation à distance: le **South Yorkshire e-learning Project** (Royaume-Uni)
- Le projet d'e-gouvernance **IS Oulu** (Finlande)
- Le projet d'e-administration **Presage** (France)
- La base de données pour la gestion des Fonds structurels «**efREporter**» (Allemagne)

Découverte d'un pays adhérent

La Hongrie

En avant toute!

En forte croissance depuis 1995, l'économie hongroise place le pays dans une position très favorable pour pleinement s'intégrer dans l'Union européenne. Les Hongrois en sont les premiers conscients qui, au référendum du 13 avril 2003, se sont prononcés à 83,8 % en faveur de l'adhésion.

Bordée par l'Autriche, la Croatie, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie et l'Ukraine, la Hongrie est l'un des États les plus anciens d'Europe centrale. De faible altitude et sans accès à la mer, son territoire est composé de trois grands ensembles naturels. Au sud d'une « dorsale hongroise » regroupant sur 400 km plusieurs massifs montagneux culminant au mont Kékes (1 015 mètres), le Danube divise le pays en deux zones de plaines : à l'ouest, la Transdanubie, limitée par les monts Mecsek et les derniers piémonts des Alpes autrichiennes ; à l'est du fleuve, une plaine basse légèrement ondulée, appelée l'Alföld ou Grande Plaine hongroise. La Hongrie possède un climat continental relativement sec en raison de l'absence d'influence maritime.

Budapest et le « désert hongrois » ?

Les deux tiers des quelque dix millions de Hongrois vivent dans les villes, à commencer par Budapest (2 000 000 d'habitants), capitale et centre économique et culturel du pays. La prépondérance de cette métropole est telle que, comme longtemps pour Paris et les régions françaises, on a pu parler de « Budapest et du désert hongrois » : en dépit des efforts de déconcentration, la capitale hongroise représente en effet plus du quart des emplois industriels, un bon quart du chiffre d'affaires du commerce de détail, environ le tiers des médecins et des lits d'hôpitaux, tout en abritant la majorité des instituts de recherche.

La Hongrie compte cependant un certain nombre de villes moyennes : Debrecen (214 000 habitants), centre commercial d'une grande région agricole ; Miskolc (194 000 habitants), siège des industries métallurgiques ; Szeged (176 000 habitants), centre de distribution des produits agricoles de la Grande Plaine hongroise mais aussi haut lieu des industries chimiques ; Pécs (170 000 habitants), centre d'industries légères. Les zones rurales constituent, quant à elles, 67 % du territoire hongrois.

Croissance durable de l'économie

En Hongrie, la transition socio-économique qui a suivi la chute du communisme a été moins brutale qu'ailleurs. Après une grave récession, l'économie hongroise a commencé à se redresser dès 1994. Le programme d'ajustement macroéconomique entrepris depuis 1995 a ouvert la voie à une croissance durable du PIB, de l'ordre de 4 à 5 % par an entre 1995 et

2002. Le taux d'inflation qui, jusqu'au milieu de l'année 2001, s'élevait à 10 %, a pu être progressivement abaissé pour revenir à 4,7 % sur base annuelle en août 2003. Quant au taux de chômage, avec 5,8 % en 2003, il est l'un des plus faibles des pays adhérent à l'Union.

Les efforts doivent cependant se poursuivre sur deux fronts : la forte dette extérieure publique a été réduite, mais elle représente encore plus de 50 % du PIB. Le déficit budgétaire s'est élevé à 6 % du PIB en 2002.

La situation devrait s'améliorer en 2003 mais sans que ce déficit puisse tomber au-dessous de 5 % du PIB.

Parallèlement à l'ajustement macroéconomique, le processus de privatisation est très avancé. Parmi les pays d'Europe centrale, la Hongrie bénéficie d'un des plus forts taux d'investissement direct étranger, ce qui a beaucoup aidé à moderniser les structures de production et à améliorer la compétitivité. Ce sont les secteurs orientés vers l'exportation, y compris





Le «Bastion des Pêcheurs» à Budapest.

l'agroalimentaire, qui ont dirigé le redressement économique.

80 % des exportations hongroises se dirigent vers l'Union européenne. Les principales sont les machines et les équipements de transport, les produits agricoles, les produits chimiques, l'appareillage, les textiles, le fer et l'acier ainsi que le vin. Les plus grosses importations sont les machines et les équipements de transport, le pétrole non raffiné, les produits chimiques et les minerais. Le secteur des services représente 63 % du PNB et occupe 48 % de la population active. Le tourisme a connu un développement foudroyant. Dès 1993, le pays accueillait 33 millions de visiteurs étrangers. Ce chiffre reste à peu près le même aujourd'hui et, selon l'Organisation mondiale du tourisme

(OMT), la Hongrie était en 2001 la douzième destination du tourisme international.

Développement régional: un cadre politique adapté

En adoptant la loi sur le développement régional et l'aménagement du territoire (Act on Regional Development and Physical Planning — ARDPP) en 1996, la Hongrie est devenue le premier pays d'Europe centrale à se doter d'un cadre juridique présentant de nettes similitudes avec la politique régionale de l'Union européenne. Cette loi instaure, à côté des communes, des conseils de *comitat* pour le développement régional. En 1998, ce sont sept régions statistiques, réceptacles des fonds européens, qui

ont été créées. Ces régions sont dirigées par des conseils de développement régional où l'État conserve une place significative.

Premier pays avec la Pologne à bénéficier de Phare, la Hongrie a reçu de ce programme 1,030 milliard d'euros au cours de la période 1990-1999 et 96 millions d'euros entre 2000 et 2002. La Hongrie bénéficie également des aides de préadhésion ISPA (transports et environnement) et Sapard (développement rural). À titre indicatif, celles-ci ont représenté 93,9 millions d'euros pour l'ISPA et 39,8 millions d'euros pour le Sapard en 2002.

Entre 2004 et 2006, la Hongrie recevra près de 2 milliards d'euros au titre de l'objectif n° 1 des Fonds structurels et, en moyenne, plus de 1,123 milliard d'euros dans le cadre du Fonds de cohésion. Près de 100 millions d'euros s'ajouteront à ces sommes dans le cadre des initiatives communautaires Interreg III (68,67 millions) et EQUAL (30,29 millions).

Contact:

Office of the Prime Minister

Kossuth Lajos tér 4.

H-1055 Budapest

Tél. (36-1) 441 38 40

Fax (36-1) 441 38 42

E-mail: egri.magdolna@meh.hu

Superficie

93 030 km²

Population

10 164 000 hab.

Densité: 109 hab./km²

(EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

Indice PIB/hab. PPA (2002):

57 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2002): 5,8 %

(EU-15: 7,6 %)



Questions à M. Endre Juhász, ministre hongrois des affaires européennes

En une douzaine d'années, la Hongrie a réussi à la fois sa conversion à l'économie de marché et son accession à l'Union européenne. Comment expliquez-vous cette capacité qu'a eue votre pays à «rattraper le temps perdu», si l'on peut dire?

Selon le dernier rapport d'Eurostat, la Hongrie se situait en 2002 à 57 % de la moyenne communautaire en termes de PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, au lieu de 46 % en 1995. Cette augmentation de onze points traduit un rattrapage remarquable par rapport aux États membres actuels de l'Union. C'est le rattrapage le plus spectaculaire des pays adhérents: seule la Slovaquie, avec ses dix points d'augmentation, affiche une performance comparable. Lorsqu'on sait que la situation de certains pays candidats s'est détériorée durant la même période, on peut dire que la Hongrie est vraiment en train de combler son retard.

Qu'est-ce qui explique ce résultat? Beaucoup d'éléments entrent en ligne de compte mais le facteur clé, ce sont certainement les vraies réformes qui ont été menées à bien: privatisation, restructuration industrielle, accueil des investissements étrangers, libéralisation du commerce extérieur... On a lancé des programmes stratégiques, non seulement bien pensés mais aussi vraiment mis en pratique. Dans ce pays, nous n'avons pas choisi la thérapie de choc, mais plutôt mis en œuvre nos plans lentement mais sûrement. La stabilité politique a contribué à une transition pacifique et ordonnée. Des élections ont eu lieu en 1990, 1994, 1998 et 2002. Bien que ces scrutins aient chaque fois été remportés par des partis provenant de l'opposition, des gouvernements stables ont été formés, qui ont toujours achevé leur mandat de quatre ans. Nous n'avons jamais eu d'élections anticipées. L'alternance politique a bien fonctionné.

Le succès de la transition vers l'économie de marché ne s'est toutefois pas passé sans douleur. Durant les premières années de la transition, entre 1990 et 1993, le PIB a diminué. De 12 % pour la seule année 1991. Tout le monde s'entend pour reconnaître que nous avons payé un

prix social élevé, que la population a fait beaucoup de sacrifices et nous sommes heureux, à présent, que presque tout cela soit derrière nous.

Un rythme très soutenu a caractérisé notre politique d'intégration européenne. L'objectif d'accéder à la Communauté a été décidé par le gouvernement en 1990, tout de suite après les premières élections libres. Cet objectif a été partagé et activement poursuivi par tous les gouvernements qui se sont succédé. Nous avons été les premiers, avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, à négocier et à conclure un accord d'association avec la CEE en 1991. De même, la Hongrie a été la première à soumettre son dossier de candidature à l'Union européenne en 1994. Les négociations d'adhésion ont été longues et difficiles, mais il n'est jamais venu à l'esprit de d'aucun gouvernement hongrois ni d'aucune formation politique influente d'y déroger.

Lorsqu'on voyage en Hongrie, on dirait que la prospérité économique a atteint et dépassé un petit peu le Danube mais qu'elle n'a pas encore touché les régions orientales. Cette impression est-elle fondée?

Cette impression est plus ou moins juste mais doit être quelque peu nuancée. La prospérité a sans aucun doute atteint Budapest dont le PIB par habitant s'élève déjà à 107,9 % de la moyenne communautaire. La grande disparité réside entre la capitale et les autres régions. C'est vrai aussi qu'il existe un écart tangible entre les régions de l'ouest du pays et les régions situées à l'est du Danube. En Transdanubie, la partie ouest de la Hongrie, le PIB par habitant est de 11 % à 12 % supérieur à la moyenne européenne. Cela est principalement dû aux investisseurs étrangers qui ont préféré s'installer, surtout pour des raisons d'infrastructures de transport, dans la partie occidentale de notre pays.

Que fait-on pour améliorer la cohésion et réduire les disparités régionales?

La réduction des disparités régionales est une priorité du gouvernement hongrois. Pour ce faire, de nouveaux investissements

sont nécessaires et des emplois doivent être créés. Cela passe d'abord par de bonnes infrastructures de transport. Nous disposons d'un lien autoroutier entre Budapest et Vienne, mais des tronçons d'autoroute importants manquent encore vers l'est, le sud et le sud-ouest. Nous souhaitons accélérer la construction d'autoroutes et des fonds importants sont affectés à cette priorité dans le budget national. La modernisation des chemins de fer est aussi à l'ordre du jour. Une main-d'œuvre qualifiée est une autre condition nécessaire pour attirer de nouveaux investissements. Nous sommes en train de mettre en œuvre des programmes plus centrés sur la formation professionnelle. Il faudrait aussi augmenter la mobilité de la population active. Aujourd'hui, le travailleur hongrois n'est pas encore prêt à déménager pour trouver un emploi. Un changement de mentalité s'imposerait. En attendant de bénéficier des Fonds structurels et du Fonds de cohésion, des ressources de plus en plus importantes sont allouées à la politique nationale d'aménagement du territoire, comme c'est encore le cas pour le budget 2004.

En termes de politique régionale, que peuvent offrir l'Union et ses États membres à votre pays?

La politique structurelle et de cohésion de l'Union européenne sera un outil important pour réduire les disparités régionales. Dans notre plan national de développement, qui sert de base au cadre communautaire d'appui, nombreuses sont les priorités qui visent à améliorer la cohésion sociale et territoriale du pays. Un programme opérationnel est spécifiquement consacré au développement régional. La mise en place du dispositif institutionnel pour la réception et la gestion effective des fonds est en cours et nous espérons ne pas rencontrer d'obstacles à profiter pleinement des ressources financières disponibles. Nous espérons aussi qu'une politique structurelle et de cohésion, forte et bien dotée financièrement, sera maintenue au-delà de 2006.

Propos recueillis le 2 octobre 2003.

Découverte d'une région

La Sicile

Périphérie et déséquilibres

Le développement de la plus grande île de la Méditerranée est déséquilibré: la façade maritime, densément peuplée, comporte des pôles économiques très importants; les zones intérieures, dépeuplées, souffrent au contraire d'un isolement aigu.



Une partie du port de Trapani.

Couvrant une superficie de 25 706 km², la Sicile est le plus grand ensemble insulaire de la Méditerranée. La population sicilienne, très dense (198 hab./km²), se concentre sur les côtes nord et est de l'île dans plusieurs grandes agglomérations, notamment Palerme (750 000 habitants), Catane (360 000 habitants) et Messine (260 000 habitants). La Sicile de l'intérieur souffre de l'exode des jeunes et du vieillissement de la population.

L'ensemble de l'île présente un tissu productif encore fragile, une structure économique où l'emploi industriel est faible par rapport au secteur agricole et au bâtiment, un taux de chômage de plus de 20 % (plus de 30 % pour les femmes et plus de 50 % pour les jeunes de moins de 25 ans) avec des pointes dans la province d'Enna et les villes de Catane, Palerme et Messine. Depuis 1992, le taux de croissance du PIB réel a connu à trois reprises des valeurs négatives. De manière générale, la croissance est restée inférieure à la moyenne nationale. Pour 2001 et 2002, cependant, les tendances du PIB et de l'emploi ont connu une évolution positive.

Mais le plus grand handicap de la Sicile tient d'abord dans sa situation périphérique: l'insularité constitue un obstacle physique aux échanges sociaux, économiques et commerciaux entre ce «sud du Sud italien» et les régions de la péninsule. La Sicile exporte un peu moins de 6 % de sa production, alors que la moyenne nationale est proche de 20 %.

La Sicile possède néanmoins de grands atouts, à commencer par son capital humain, la population étant globalement très jeune. Ses autres points forts tiennent dans les patrimoines naturel et culturel remarquables de l'île. Ils sont cependant

trop peu mis en valeur. Plus récemment, le développement local a connu un regain grâce à une plus grande mobilisation des habitants dans l'élaboration d'initiatives autonomes.

Grâce aux Fonds structurels, la Sicile est en train de réduire son retard dans des secteurs stratégiques utilisant des ressources naturelles (hydriques, énergétiques, etc.), tout en satisfaisant les objectifs de durabilité environnementale dans tous les secteurs productifs. Doté d'un budget global de 9,415 milliards d'euros, dont 3,858 milliards en provenance des Fonds structurels, le programme opérationnel régional «Sicilia» s'articule autour de six axes prioritaires: la mise en valeur des ressources naturelles; la valorisation des ressources culturelles; le développement des ressources humaines; l'appui aux systèmes productifs locaux; la valorisation du rôle des villes dans leur contexte territorial; les réseaux et carrefours de services.

Contact:

Regione siciliana — Presidenza

Direzione regionale della programmazione

a/s Gabriella Palocci

Piazza Don Luigi Sturzo, 36

I-90139 Palermo

Tél. (39) 09 16 96 00 13

Fax (39) 09 16 96 02 73

E-mail: direzione.programmazione@regione.sicilia.it

Internet: <http://www.euroinfosicilia.it>

Superficie

25 706 km²

Population

5 100 000 hab.

Densité: 198 hab./km² (EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

Indice PIB/hab. PPA (2000): 75 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2001): 20,8 % (EU-15: 7,6 %)

Fonds structurels (2000-2006)

Objectif n° 1

(en millions d'euros)

UE	Autres fonds publics	Total
3 857,946	3 272,918	9 415,495

Un «partenariat de la communication» pour optimiser l'impact des aides régionales

Afin de profiter pleinement des possibilités offertes par les Fonds structurels, les autorités siciliennes ont constitué un «*partenariato della comunicazione*», réseau d'acteurs socio-économiques, publics et privés, répartis sur l'ensemble de l'île.

Dès janvier 2001, la direction générale de la programmation de la région Sicile a organisé des rencontres avec les acteurs socio-économiques de l'île, avec pour objectif de mettre au point un dispositif permettant de promouvoir à travers l'ensemble du territoire sicilien les possibilités offertes par le programme opérationnel régional (POR) «Sicilia 2000-2006». La démarche débouche sur la création en mars 2002 d'un *partenariato della comunicazione* (partenariat de la communication), réseau d'acteurs publics et privés, motivés et répartis de façon homogène sur toute l'île. Coordonné et alimenté par l'unité «Communication» de la direction générale de la programmation, ce réseau a pour mission de diffuser l'information et la documentation sur le POR, d'annoncer les appels de projets et de favoriser les échanges d'expériences et les bonnes pratiques.

Portail des Fonds structurels

Le partenariat de la communication est d'abord matérialisé par un site internet. En se connectant à www.euroinfosicilia.it, le site officiel du programme opérationnel sicilien, les partenaires peuvent, avec un mot de passe, accéder à un véritable «portail des Fonds structurels» leur fournissant des informations pertinentes et actualisées sur les possibilités de financement, présentant des études de cas, annonçant des propositions émanant de sources publiques et privées. Une section du site propose des réponses aux questions fréquemment posées et un forum permet d'exprimer ses opinions, d'échanger les expériences, d'interroger les autorités ou d'autres membres du réseau. Sont également consultables les nouveaux appels de projets avec leurs modalités, les appels d'offres prévus au cours des six prochains mois, sans oublier les

coordonnées de partenaires de référence et des fonctionnaires régionaux responsables des différentes mesures du programme opérationnel.

Les participants au réseau peuvent également communiquer en utilisant la quatrième page du bulletin de liaison *OpPORTunità*, publié mensuellement à 60 000 exemplaires. Deux autres médias seront disponibles à la fin de 2003: une émission télévisée et radiodiffusée fera chaque mois le point sur les progrès du programme opérationnel régional, mettant particulièrement l'accent sur les activités des porteurs de projet. Par ailleurs, lorsqu'ils se sentent concernés par un appel de projets touchant leur secteur ou leur territoire, les partenaires du réseau peuvent demander l'organisation d'un séminaire d'information dans leur zone.

En échange de ces avantages, on attend des membres du réseau qu'ils soient eux-mêmes des communicateurs du POR et mettent en place localement un point de contact destiné aux porteurs de projet et bénéficiaires potentiels du programme. Prenant souvent la forme de desks assurés au sein même des organismes ou entreprises partenaires par des collaborateurs formés à cette fin par la région Sicile, ces points de contact sont caractéristiques de la formule qui fait l'originalité du *partenariato della comunicazione* sicilien: maximiser la diffusion de l'information en utilisant les porteurs de projet comme relais d'information entre l'autorité de gestion et les bénéficiaires potentiels des aides régionales. Le réseau est donc aussi un précieux instrument pour susciter et faire émerger de nouveaux projets.

Culture d'information

En octobre 2003, quelque 180 partenaires avaient signé la



convention qui formalise l'appartenance au réseau. Celui-ci semble ainsi avoir atteint à la fois sa masse critique et sa vitesse de croisière. Au début pourtant, les choses ne paraissaient pas si aisées et il a fallu aux responsables du projet beaucoup de persévérance et de persuasion pour faire accepter en interne l'idée d'une telle démarche: en Italie, l'administration manque de ce qu'on pourrait appeler une «culture de l'information» et tend à être réfractaire aux nouvelles procédures et technologies. Le partenariat de la communication contribue donc non seulement à favoriser la diffusion décentralisée de l'information, mais aussi à moderniser les structures administratives siciliennes, avec pour résultat que les différentes administrations régionales ont tendance à plus coopérer et à nouer des relations plus étroites avec les bénéficiaires finaux des fonds européens.



Savo (Finlande)

Points de départ pour femmes entrepreneurs

Fondé sur l'émulation et l'accompagnement personnalisé, le projet «Naisyrittäjän Lähtöruutu» («Point de départ pour femmes entrepreneurs») vise à inciter le plus grand nombre possible de femmes à créer, gérer et, surtout, pérenniser leur entreprise.



Etudiantes s'initiant au marketing lors d'un stage "Entreprise de Rêve" organisé en août 2003.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: en Finlande, les femmes constituent 48,6 % de la population active mais seulement 30 % des entrepreneurs sont de sexe féminin.

Par ailleurs, les secteurs que les femmes tendent à occuper utilisent encore relativement peu les nouvelles technologies. Or les technologies avancées de communication, par exemple, peuvent permettre aux femmes de choisir des secteurs d'activité à plus haute valeur ajoutée, donc plus rémunérateurs et leur ouvrant des perspectives commerciales plus larges.

Et ce qui est vrai pour l'ensemble de la Finlande l'est encore plus pour la région de Savo, au centre-est du pays.

Le taux de chômage y est très élevé et les perspectives socioprofessionnelles des femmes sont limitées par la situation périphérique de la région. Celle-ci souffre d'un solde migratoire négatif et ce sont le plus souvent les femmes qui quittent ce territoire au tissu économique insuffisamment diversifié. En Savo, la proportion de femmes entrepreneurs est inférieure à celle du reste de la Finlande. D'où l'initiative soutenue par les Fonds structurels de mettre en place un système complet d'appui à l'entrepreneuriat féminin.

Les mesures mises en œuvre précédemment telles que les projets «Weera» («Emploi maintenant») et «Savotar/Enrec» (dans le cadre du

programme européen Recite II) avaient déjà montré les limites des méthodes classiques de lutte contre le chômage dans les régions périphériques et révélé au grand jour les problèmes spécifiques des femmes entrepreneurs.

S'inscrivant dans la continuité de ceux-ci mais au titre du programme de l'objectif n° 1 Finlande de l'Est, le projet «Naisyrittäjän Lähtöruutu» («Point de départ pour femmes entrepreneurs») entend trouver de meilleures solutions en finançant tant des infrastructures que des formations destinées aux femmes.

Ressources et synergies

Le projet a d'abord permis la mise en place de centres de ressources s'adressant aux créatrices d'entreprise qui souhaitent améliorer leurs compétences, ainsi qu'aux chômeuses et aux étudiantes qui comptent se lancer dans une activité indépendante.

En plus des ordinateurs, photocopieuses, télécopieurs et autres équipements qu'ils mettent à disposition, ces centres fournissent conseil et accompagnement pour l'édition de produits imprimés (brochures promotionnelles, cartes d'affaires...) et électroniques (sites web).

De nombreuses formations sont également organisées, dont certaines à distance. Les femmes entrepreneurs et, le cas échéant, leurs employés (y compris masculins) peuvent y parfaire leurs connaissances à leur convenance. À cet égard, l'utilisation des

technologies de l'information fait progresser les connaissances informatiques, tout en créant des liens, voire de véritables collaborations, entre les participantes, et entre les participantes et les établissements d'enseignement.

Étant souvent hébergés dans des structures polyvalentes abritant d'autres activités (associatives, sociosanitaires, etc.), les centres de ressources stimulent et orientent la création de nouvelles entreprises vers des secteurs localement porteurs: des sociétés liées à la santé et au bien-être ont ainsi vu le jour récemment.

Accompagnement personnalisé

Les centres sont cependant avant tout des lieux d'accueil pour femmes entrepreneurs. Après une identification des besoins, un bilan personnalisé est établi pour chaque participante. Sur la base de ce bilan, les intéressées se voient offrir un «bon de formation» leur permettant de suivre un parcours pédagogique spécifique et de bénéficier d'une assistance-conseil. Une conseillère d'orientation les aide ensuite à sélectionner les organismes offrant ces services. Ceux-ci sont le plus souvent choisis dans les domaines suivants: création d'entreprise, leadership, marketing et techniques de vente, travail en réseau, développement de produits, gestion de la qualité.



Séminaires et conférences viennent enrichir le programme.

Des visites «de terrain» à travers le pays permettent aux femmes entrepreneurs d'échanger leurs expériences avec des homologues d'autres régions finlandaises. «Point de départ» leur donne également la possibilité de participer à des foires et salons commerciaux.

Des séminaires ou, au contraire, des réunions en petits groupes ont également lieu en fonction des besoins et souhaits des participantes. Des ateliers de gestion du stress sont parfois même organisés.

Mis en œuvre entre avril 2002 et décembre 2004, le projet est doté d'un budget total de 734 170 euros.

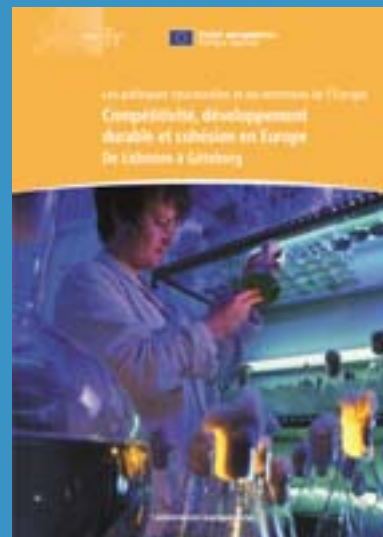
À l'automne 2003, 75 femmes entrepreneurs avaient participé à l'opération, 268 prestations de conseil en gestion d'entreprise avaient eu lieu dans les différents centres de ressources. Au total, 305 personnes avaient bénéficié des divers services disponibles.

Contact:

Terhi Majamaa
Project Manager
Naisyrittäjän Lähtöruutu
Women Entrepreneur Take-Off Point
Ylä-Savo Vocational Institute
Pohjolankatu 9 B
FIN-74100 Iisalmi
Tél.(358-17) 820 59 00
Fax (358-17) 820 59 01
E-mail: terhi.majamaa@ysao.fi
Internet: <http://www.ysao.fi/Ylasavo/Ammattiopisto/projekti.nsf>

Compétitivité, développement durable et cohésion en Europe — De Lisbonne à Göteborg

La contribution de la politique régionale aux objectifs des Conseils européens de Lisbonne et Göteborg déclinée en 26 projets exemplaires.



Disponible dans les onze langues de l'Union.

Des régions en action(s), un pays en mouvement — Florilège de projets réalisés en Grèce avec le soutien des Fonds structurels

26 exemples de projets réussis en Grèce.



Disponible en anglais, en français et en grec.

En ligne



<http://www.leaderplus.se/sv/index.asp>

Les réseaux nationaux Leader+ alimentent une base de données commune destinée à faciliter les coopérations entre les «groupes d'action locale» bénéficiant de l'initiative communautaire de développement rural. Un moteur de recherche avec mots clés en onze langues facilite l'identification de partenaires. Outil fort utile y compris en dehors du cadre de Leader+, la base «Marché de la coopération transnationale» est accessible à partir des sites web des différents réseaux Leader+ nationaux. Ici, le site du réseau suédois.

<http://www.arcmanche.com/suite.html>

Selon ses promoteurs, la mise en place de ce site internet en l'an 2000 a constitué un élément très positif pour promouvoir l'Arc Manche comme cadre de coopération. L'Arc Manche est en effet un réseau d'une dizaine de régions françaises et collectivités locales britanniques qui cherchent à renforcer les liens entre les deux rives de la Manche en coopérant sur des thèmes d'intérêt commun, notamment dans le cadre d'Interreg III B Europe du Nord-Ouest. Il faut dire que ce très beau site bilingue (anglais et français) est aussi très complet: présentation des régions partenaires et des différents projets, cartes, moteurs de recherche... Une entrée pratique pour découvrir le développement régional à l'œuvre au bord de la mer la plus fréquentée du monde.



<http://www.espaces-transfrontaliers.org>

Créée par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale — France) en 1997, la mission opérationnelle transfrontalière est une structure interministérielle, spécialisée dans le montage de projets européens transfrontaliers. Son site internet est conçu comme une base de ressources destinée aux acteurs de la coopération transfrontalière. Il contient de nombreuses informations: présentations de territoires et de projets, fonds juridique, documentaire et cartographique, base de données sur les fonds Interreg (cartes, documents uniques de programmation et leurs synthèses), liens et, surtout, sections méthodologiques très intéressantes pour tous les développeurs transfrontaliers européens. On peut, dès lors, regretter que le site soit uniquement accessible en français.



<http://www.circom-regional.org>

Créé en 1973 et soutenu par les institutions européennes, Circom (Coopérative internationale de recherche en matière de communication) est un réseau qui regroupe plus de 376 télévisions régionales de 38 pays différents. Ses objectifs sont de favoriser la coopération entre les télévisions régionales, d'offrir un espace de réflexion et d'échanges aux acteurs de l'audiovisuel et de l'information régionale, et de contribuer au développement de la culture et des identités des régions d'Europe. Circom réalise des coproductions et stimule les échanges de programmes: émissions thématiques, magazines d'information, journaux transfrontaliers, documentaires, émissions jeunesse, culturelles, musicales. Le réseau attribue chaque année un prix Circom aux meilleurs programmes régionaux consacrés à l'Europe.



Contacts

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Unité 01 — «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Commissaire Michel Barnier
<http://europa.eu.int/barnier>

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2003
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications

Publications.eu.int